



Bulletin Veille Europe n°100 Juillet – Août 2020

Sommaire

Institutions de l'UE.....	2
Conseil européen / Conclusions du 21 juillet sur le plan de relance européen et le budget à long terme ...	2
Parlement européen / Présentation des priorités de la présidence allemande	3
Parlement européen / Compromis sur le budget européen à long terme	3
Commission européenne / Rapport sur l'évaluation du respect des exigences liées à la libéralisation des visas	4
Commission européenne / Consultation publique sur l'intégration des migrants et appel à candidatures pour la création d'un groupe d'experts	4
Commission européenne / Soutien financier à la relocalisation de mineurs depuis la Grèce	5
EMPACT / Rapport d'activité sur la lutte contre le crime organisé (dont la traite des êtres humains).....	5
Agences et organes de l'UE	5
EASO / Mesures d'urgence relatives au COVID-19 dans les systèmes d'asile en UE.....	5
EASO / Le nombre de demandes d'asile au mois de mai reste limité	6
EASO / Nouvelle augmentation des demandes d'asile en Juin.....	6
EASO / Rapports sur l'Afghanistan	6
EASO / Rapport sur le Venezuela.....	6
EASO / Mapping européen sur les enjeux de la santé mentale des demandeurs d'asile	7
FRA / Exploitation par le travail et crise sanitaire	7
FRA / Mise à jour des systèmes de suivi des retours forcés.....	7
FRA / Bulletin trimestriel sur les questions migratoires.....	7
FRA / Orientations pratiques sur les contrôles aux frontières et les droits fondamentaux aux frontières terrestres extérieures.....	7
FRA / Version française du manuel pour renforcer la protection des enfants notamment dans le cadre de la traite des êtres humains	8
Institutions européennes.....	8
Comité anti-torture / Visite du Comité anti-torture en France	8
Comité anti-torture / Visite de réaction rapide en Croatie pour examiner le traitement des migrants	8
Comité anti-torture / Publication de deux rapports concernant la Turquie.....	9
GRETA / Demande de renforcement du soutien et des ressources des professionnels de première ligne engagés dans la lutte contre la traite des êtres humains	9
Organisations des Nations unies.....	9
COVID-19.....	9
HCR / Mettre fin à la détention illégale des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le contexte de la pandémie de COVID-19.....	9
ONUDC / Risques accrus de traite des personnes par la COVID-19.....	10
HCR / Risques accrus de traite des êtres humains liés à la crise sanitaire pour les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides	10

HCR – PAM / Les réfugiés en Afrique sont menacés par la faim et la malnutrition en raison de l'aggravation des pénuries alimentaires causées par la crise de Covid-19	10
Autres actualités	11
HCR / Nouvelle loi en Ukraine sur l'apatridie qui mettra fin au vide juridique pour des milliers de personnes	11
HCR / Demande à la Pologne de garantir l'accès des demandeurs d'asile à son territoire.....	11
OIM – HCR / Mort de 27 personnes lors du naufrages d'un bateau de migrants.....	11
ONU DC / Sensibilisation à la traite des personnes et au trafic de migrants à la frontière entre le Niger et le Mali	12
OIM – HCR / 45 migrants et réfugiés morts au large de la Libye.....	12
HCR / Appel à un soutien renouvelé et à des solutions durables pour les communautés Rohingyas déplacées et apatrides	12
HCR – OIM / L'interception en mer n'est pas la solution pour les traversées de la Manche	12
HCR / Nouvelle avancée pour la lutte contre l'apatridie avec l'enregistrement universel des naissances au Turkménistan.....	13
HCR / Les risques d'apatridie au Mali et pour les Maliens vivant à l'étranger	13
HCR – OIM / Appel au débarquement urgent des réfugiés et des migrants secourus en mer Méditerranée centrale.....	13
HCR – OIM / Réponses coordonnée urgente face aux conditions alarmantes des migrants et des réfugiés détenues à Melilla.....	14
Organisations de la société civile.....	14
Collectif contre la traite / Evaluation de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France.....	14
Mixed Migration Center / L'impact du COVID-19 sur les réfugiés et les migrants.....	14
MSF / Mise en danger des réfugiés expulsés des centres d'accueil en Grèce	14
ECRE – AIDA / Mise à jour des rapports nationaux.....	15
ECRE – AIDA / Mise en œuvre du règlement Dublin III en 2019 et pendant la crise sanitaire	15
Focus nationaux	15
Grèce / Cas de refoulements de bateaux de migrants vers la Turquie.....	15
Bosnie-Herzégovine / Le canton de Bihac interdit d'accès aux migrants	15
France – Italie / Le Ministre de l'intérieur français annonce la création par la France et l'Italie d'une brigade contre les passeurs à la frontière	16

Institutions de l'UE

Conseil européen / Conclusions du 21 juillet sur le plan de relance européen et le budget à long terme

Le Conseil européen a adopté les Conclusions portant sur le budget à long terme et le Fonds pour la relance suite à la crise sanitaire. Le Fonds pour la relance (Next Generation EU) représente une mesure ponctuelle destinée à faire face aux conséquences de la COVID-19. Le montant total du Fonds pour la relance s'élève à 750 milliards d'euros, à savoir 390 milliards sous forme de subventions et 360 milliards sous forme de prêts. Ces fonds seront dirigés vers les régions et secteurs les plus durement touchés. 30% du CFP et du Fonds pour la relance seront consacrés à la lutte contre le changement climatique. Et nous nous assurerons que les moyens provenant du Fonds pour la relance seront judicieusement dépensés, en les soumettant à une gouvernance rigoureuse. Le budget s'élève à 1 074 milliards d'euros. Ce chiffre est légèrement inférieur à celui de février.

Pour plus d'informations

Conclusions : <https://www.consilium.europa.eu/media/45125/210720-euco-final-conclusions-fr.pdf>

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/07/23/this-is-historic-we-renewed-our-marriage-vows-for-30-years-europe-is-there-strong-standing-tall-report-by-president-charles-michel-at-the-european-parliament-on-the-special-european-council-of-17-21-july-2020/>

Parlement européen / Présentation des priorités de la présidence allemande

L'Allemagne assure la présidence du Conseil jusqu'à la fin de l'année 2020. La première série d'auditions s'est tenue du 3 au 16 juillet. Une deuxième série d'auditions aura lieu en septembre. Lors de cette première série de réunions, les ministres ont présenté les priorités de la présidence allemande du Conseil de l'UE aux commissions parlementaires.

La réforme de la politique de migration et d'asile commune a été au centre du débat avec le ministre de l'intérieur, Horst Seehofer, le 13 juillet, en commission des libertés civiles. Bien qu'il ne soit pas possible de finaliser les travaux législatifs cette année, la présidence allemande s'efforcera de négocier un accord politique dans les domaines les plus importants, basé sur la solidarité, l'équité et l'efficacité, a promis M. Seehofer. Les députés l'ont interrogé sur les activités de recherche et de sauvetage et sur la migration légale - un élément clé de toute stratégie de migration, a-t-il déclaré, mais cela n'implique pas "un accès libre inconditionnel à l'Europe".

Horst Seehofer a souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les forces de sécurité dans l'UE et de garantir un financement adéquat des agences qui contribuent à la sécurité des citoyens européens. Répondant aux questions des députés sur l'extrémisme et la radicalisation, le ministre a insisté sur le fait que la lutte contre l'extrémisme de droite était l'une des principales priorités de la présidence allemande.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200706IPR82739/la-presidence-allemande-presente-ses-priorites-aux-commissions-du-pe>

Parlement européen / Compromis sur le budget européen à long terme

Après cinq jours d'intenses discussions, les chefs d'État et de gouvernement sont parvenus à un compromis politique. L'équipe de négociation sur le cadre financier pluriannuel et les ressources propres du Parlement salue positivement le fait qu'une position commune a finalement été atteinte, et que le nouvel instrument de relance (Next Generation EU) soit financé par un emprunt de 750 milliards d'euros.

Mais le Parlement demeure critique sur certains éléments essentiels du compromis, notamment sur les perspectives à long terme. Ils indiquent regretter que les États membres aient décidé d'abandonner complètement la "solution transitoire", dont l'objectif était précisément d'apporter aux citoyens une réponse immédiate à la crise, à la suite de l'épidémie de Covid-19. De plus, le contrôle démocratique doit être considérablement accru : le Parlement, l'un des bras de l'autorité budgétaire, se battra pour être pleinement impliqué dans l'établissement et la mise en œuvre de l'instrument de relance" ont déclaré les négociateurs du PE.

L'image est beaucoup plus négative pour ce qui concerne le budget à long terme de l'UE. Le Parlement ne peut accepter les plafonds historiquement bas tels que proposés, car ils impliquent de renoncer aux objectifs à long terme et à l'autonomie stratégique de l'UE, alors que les citoyens réclament davantage. Le compromis constitue également une occasion manquée flagrante lorsqu'il s'agit de moderniser le volet des recettes, en le rendant plus juste et plus transparent.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200721IPR83702/sommet-ue-une-etape-positive-pour-la-relance-inadequate-sur-le-long-terme>

Communiqué 2 : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200722IPR83804/le-budget-a-long-terme-doit-etre-ameliore-pour-etre-accepte-par-le-parlement>

Commission européenne / Rapport sur l'évaluation du respect des exigences liées à la libéralisation des visas

La Commission européenne a présenté un nouveau rapport sur l'évaluation du respect des exigences liées à la libéralisation du régime des visas par l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Selon les conclusions de ce rapport, les pays concernés continuent de satisfaire aux exigences liées à la libéralisation du régime des visas et la circulation sans obligation de visa continue d'avoir des retombées positives. Tous les pays évalués continuent de prendre des mesures pour faire face aux problèmes liés à la migration irrégulière et à la protection des frontières.

La grande majorité des citoyens originaires des pays bénéficiant de l'exemption de visa sont des voyageurs de bonne foi qui se rendent dans l'UE pour des motifs légitimes. Des efforts supplémentaires sont toutefois nécessaires notamment sur les points suivants :

- une diminution globale du nombre des demandes d'asile non fondées, le nombre total de ces demandes demeure une source de préoccupation, en particulier dans les cas de l'Albanie et de la Géorgie. La migration irrégulière de ressortissants de plusieurs des pays évalués a augmenté.
- La capacité d'accueillir tant les demandeurs d'asile que les personnes faisant l'objet d'une procédure de retour est insuffisante dans certains pays des Balkans occidentaux, dont la Bosnie-Herzégovine.
- La bonne mise en œuvre des accords sur le statut relatifs aux actions menées Frontex contribuera à renforcer la coopération frontalière et à empêcher les entrées non autorisées, dans le strict respect des droits fondamentaux.
- Tous les pays exemptés de l'obligation de visa et évalués dans le rapport devraient poursuivre leurs efforts pour se mettre pleinement en conformité avec la politique des visas de l'UE.

Pour rappel, un mécanisme de suspension de l'exemption de visa a été introduit en 2013 afin de suspendre temporairement, pour une courte durée, l'exemption de visa à l'égard des ressortissants d'un pays tiers partenaire, en cas d'accroissement substantiel de la migration irrégulière en provenance de ce pays. Le mécanisme a été révisé en 2017. Le mécanisme peut être déclenché notamment en cas d'accroissement substantiel (plus de 50 %) des demandes d'asile pour lesquelles le taux de reconnaissance est faible (environ 3-4 %).

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1327

Questions/Réponses : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_1330

Commission européenne / Consultation publique sur l'intégration des migrants et appel à candidatures pour la création d'un groupe d'experts

La Commission lance une consultation publique à l'échelle de l'UE afin de recueillir des avis sur les nouvelles mesures qui pourraient être prises à l'échelon de l'UE pour promouvoir l'intégration et l'inclusion sociale des migrants et des personnes issues de l'immigration.

Elle lance parallèlement un appel à candidatures en vue de mettre sur pied un groupe d'experts composé de personnes issues de l'immigration pour participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques en matière de migration, d'asile et d'intégration. La participation des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés est essentielle pour que les politiques soient plus efficaces et mieux adaptées aux besoins sur le terrain.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1364

Commission européenne / Soutien financier à la relocalisation de mineurs depuis la Grèce

La Commission a annoncé la mise à disposition d'une aide de 17 millions d'euros pour soutenir la mise en place du projet de relocalisation volontaire depuis la Grèce qui a débuté en avril et devrait se terminer en octobre 2020. Le financement est destiné à l'OIM, le HCR et l'UNICEF. L'EASO apportera également un soutien opérationnel.

Le Fonds FAMI (Asile, Migration et Intégration) soutiendra la relocalisation de 3 000 mineurs non accompagnés depuis la Grèce vers la France, l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, la Finlande, l'Irlande, le Portugal, la Luxembourg, la Lituanie, la Slovaquie et la Norvège.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/20200724_commission-announces-new-emergency-support-migration-management-greece_en

EMPACT / Rapport d'activité sur la lutte contre le crime organisé (dont la traite des êtres humains)

EMPACT est un mécanisme opérationnel de lutte contre le crime organisé. Dans le cadre de ses activités en 2019, 1 400 victimes de traite des êtres humains et de mineurs victimes d'exploitation sexuelle ont été identifiées. Le mécanisme intervient également sur les réseaux de migration illégale.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/20200701_empact-crime-fighting-initiative-2019-results_en

Agences et organes de l'UE

EASO / Mesures d'urgence relatives au COVID-19 dans les systèmes d'asile en UE

L'EASO a publié une mise à jour de sa note portant sur l'impact des mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire sur les systèmes d'asile et d'accueil dans les Etats membres de l'UE. Le présent rapport analyse les nouveaux développements entre le 15 mai et le 10 juillet et les tendances et pratiques observées au niveau national qui pourraient avoir un impact à plus long terme.

Le rapport souligne que les nouveaux outils et procédures mis en place dans les systèmes d'asile comme réponse immédiate à la crise sanitaire ne représente plus une solution à court-terme mais fait émerger une nouvelle normalité dans les systèmes légaux et sociaux qui auront un impact à long terme sur le régime d'asile européen commun.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://easo.europa.eu/sites/default/files/publications/covid19-emergency-measures-asylum-reception-systems-issue-2.pdf>

EASO / Le nombre de demandes d'asile au mois de mai reste limité

L'EASO souligne dans un communiqué que malgré la levée des mesures de confinement et de restrictions dans les Etats membres, le nombre de demandes d'asile a significativement diminué durant le mois de mai par rapport au niveau observé avant le COVID-19 (-84%). 10 200 demandes ont été déposées au mois de mai, en légère hausse par rapport à Avril (8 730). Dans le même temps, le nombre de dossiers en attente continue de diminuer suite au redéploiement d'équipes par les autorités nationales pour rattraper le retard.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/asylum-applications-eu-remain-limited-may>

EASO / Nouvelle augmentation des demandes d'asile en Juin

L'EASO a comptabilisé 31 500 demandes d'asile en Juin, soit une augmentation notable par rapport au mois de mai (10 200) malgré un niveau toujours plus bas que celui observé avant la crise sanitaire. Durant la première moitié de l'année 2020, le nombre de demandes d'asile a diminué de 37% par rapport à la même période en 2019. L'EASO prévoit une augmentation lente des demandes lors des prochains mois étant donné les capacités limitées des autorités en charge de l'asile et les restrictions de voyages avec les pays tiers.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/restrictions-are-eased-asylum-applications-eu-increase-significantly-remain-half-pre>

EASO / Rapports sur l'Afghanistan

L'EASO a publié plusieurs rapports portant sur l'Afghanistan:

- Loi pénal, justice coutumière et résolution informelle des conflits
- Les acteurs « anti-gouvernementaux »
- Les indicateurs socio-économiques clés – Focus sur les villes de Kaboul, Mazar-e Sharif et Herat

Pour plus d'informations

Rapport 1 : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-new-coi-report-afghanistan-criminal-law-customary-justice-and-informal>

Rapport 2 : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-afghanistan-anti-government-elements-ages>

Rapport 3 : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-afghanistan-key-socio-economic-indicators-focus-kabul-city>

EASO / Rapport sur le Venezuela

L'EASO et le Secrétariat des Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés (IGC) publient un rapport d'informations sur le Venezuela. Le rapport analyse les principaux enjeux relatifs aux développements économiques, politiques et sécuritaires, et sur la situation humanitaire. Le rapport traite du profil des cibles régulièrement visés par les gouvernements et les forces de sécurité.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-venezuela-country-focus>

EASO / Mapping européen sur les enjeux de la santé mentale des demandeurs d'asile

Dans le cadre du réseau d'experts sur la vulnérabilité de l'EASO, la santé mentale dans le cadre de l'asile a été identifiée comme une priorité en 2020. Les membres du réseau ont collecté des données sur la prise en charge des enjeux de santé mentale dans le cadre de l'accueil et la prise en charge des demandeurs d'asile dans les différents Etats membres. Grâce à l'organisation d'une enquête et d'une réunion thématique, l'EASO a élaboré ce rapport qui détaille les besoins des demandeurs d'asile en matière de santé mentale, les dispositifs mis en place et les outils à développer.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://easo.europa.eu/sites/default/files/EASO-Mapping-Report-Mental-Health-EN.pdf>

FRA / Exploitation par le travail et crise sanitaire

L'Agence européenne pour les droits fondamentaux publie un rapport sur l'exploitation par le travail des migrants dans le contexte de la crise sanitaire liée au COVID-19. L'Agence appelle l'UE et les Etats membres à intensifier leurs efforts pour mettre fin à l'exploitation par le travail en Europe alors que les pratiques illégales dans les secteurs de l'agriculture, le bâtiment, le travail domestique, le transport, la manutention persistent. Leurs conditions de travail se dégradent d'autant plus avec la crise sanitaire que les gestes barrières et les mesures de distanciation sociale sont difficilement applicables.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/news/2020/stop-labour-exploitation-and-protect-workers-covid-19>

FRA / Mise à jour des systèmes de suivi des retours forcés

Le FRA publie une mise à jour des systèmes de suivi des retours forcés, dispositif établi par l'article 8(6) de la Directive Retour.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/forced-return-monitoring-systems-2020-update>

FRA / Bulletin trimestriel sur les questions migratoires

Le FRA a publié son nouveau bulletin portant sur les droits fondamentaux dans les enjeux migratoires et d'asile. Les restrictions pour les migrants, les difficultés d'accès aux procédures d'asile et d'entrée sur le territoire européen, et le manque d'informations sont les principales préoccupations de l'Agence.

Pour plus d'informations

Bulletin : <https://fra.europa.eu/en/news/2020/migration-covid-19-continues-cause-hardship-migrants-and-deprives-children-access>

FRA / Orientations pratiques sur les contrôles aux frontières et les droits fondamentaux aux frontières terrestres extérieures

L'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) publie de nouvelles orientations pratiques sur la manière de surmonter les préoccupations en matière de droits fondamentaux aux frontières terrestres extérieures de l'UE. Ces orientations donnent des conseils pratiques qui aideront les gardes-frontières à respecter les droits fondamentaux des personnes dans le cadre de leur travail quotidien.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/border-controls-and-fundamental-rights-external-land-borders#TabPubOverview0>

FRA / Version française du manuel pour renforcer la protection des enfants notamment dans le cadre de la traite des êtres humains

Le FRA a publié la version française du guide *Enfants privés de protection parentale et devant être protégés dans un État membre de l'UE autre que le leur* vise à renforcer la réponse de l'ensemble des acteurs concernés en matière de protection des enfants. La protection de ces filles et garçons est capitale et constitue une obligation pour les États membres de l'UE, qui découle du cadre juridique international et européen. Ce guide, qui met en œuvre une action clé de la communication de 2017 visant à renforcer l'action de l'UE en matière de lutte contre la traite des êtres humains, met particulièrement l'accent sur les enfants victimes de la traite et sur les enfants vulnérables et tient compte des schémas recensés, notamment en ce qui concerne les spécificités liées au genre de cette infraction.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://fra.europa.eu/en/publication/2019/children-deprived-parental-care-found-eu-member-state-other-their-own>

Institutions européennes

Comité anti-torture / Visite du Comité anti-torture en France

Une délégation du Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a effectué une visite ad hoc en France du 6 au 10 juillet 2020. Cette visite avait pour objectif d'évaluer la situation des personnes privées de liberté en Alsace, une région particulièrement affectée par la pandémie de Covid-19. La délégation s'est rendue dans différents types d'établissements de détention afin d'analyser les mesures prises pour protéger les personnes privées de liberté et le personnel avant, pendant et après le confinement institué par le gouvernement français pendant deux mois.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/cpt/-/the-cpt-visits-fran-1>

Comité anti-torture / Visite de réaction rapide en Croatie pour examiner le traitement des migrants

Le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe vient d'effectuer une visite de réaction rapide en Croatie pour examiner la manière dont les personnes tentant d'entrer dans le pays et appréhendées par la police sont traitées.

La délégation du CPT s'est rendue dans plusieurs postes de la police des frontières croate ainsi que dans le principal centre d'accueil pour étrangers du pays (à Ježevo) afin d'évaluer les conditions de rétention et les procédures officielles qui précèdent la mesure d'éloignement. La délégation s'est également rendue dans plusieurs centres d'accueil temporaires et campements improvisés de migrants situés dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine ; elle s'y est entretenue avec de nombreux migrants et a pu procéder à des examens médicaux. Les migrants ont affirmé avoir été tout récemment arrêtés sur le territoire croate par des agents des forces de l'ordre croates et renvoyés de force en Bosnie-Herzégovine.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/cpt/-/council-of-europe-anti-torture-committee-carries-out-rapid-reaction-visit-to-croatia-to-examine-treatment-of-migrants>

Comité anti-torture / Publication de deux rapports concernant la Turquie

Le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe publie aujourd'hui les rapports relatifs aux visites qu'il a effectuées en Turquie en 2017 (visite périodique) et en 2019 (visite ad hoc). Ces visites avaient pour objectif principal d'évaluer le traitement et les conditions de détention des personnes privées de liberté par la police et la gendarmerie. A cette fin, la délégation du CPT s'est entretenue avec plusieurs centaines de personnes qui étaient ou avaient récemment été placées en garde à vue, y compris pour les faits de terrorisme, dans les provinces d'Ankara, de Diyarbakır et d'Istanbul. Au cours de la visite de 2017, le CPT a également examiné la situation des étrangers retenus (y compris des mineurs) dans plusieurs centres de rétention à Istanbul et à Izmir.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/cpt/-/council-of-europe-anti-torture-committee-publishes-two-reports-on-turkey>

GRETA / Demande de renforcement du soutien et des ressources des professionnels de première ligne engagés dans la lutte contre la traite des êtres humains

À l'occasion de la Journée mondiale contre la traite des personnes, le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) se joint au Groupe de coordination inter-institutions contre la traite des personnes (UN-ICAT) pour demander un soutien supplémentaire aux professionnels de première ligne qui détectent et aident les victimes de la traite des êtres humains

Le GRETA souligne l'importance de maintenir l'accent sur la lutte contre la traite des êtres humains comme un défi permanent, en veillant à ce que les professionnels de première ligne reçoivent une formation et des ressources financières adéquates pour leurs tâches.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/-/greta-calls-for-reinforced-support-and-resources-for-frontline-professionals-engaged-in-combating-human-trafficking>

Organisations des Nations unies

COVID-19

HCR / Mettre fin à la détention illégale des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Le HCR appelle les États à libérer d'urgence les réfugiés et les demandeurs d'asile qui sont détenus illégalement et arbitrairement. Les États doivent agir pour garantir que les mesures qu'ils prennent sont conformes au droit international et que, dans le contexte de la pandémie actuelle de coronavirus, les réfugiés vulnérables ne sont pas exposés à des risques accrus de façon inutile.

Dans le cadre de son rôle au sein du Comité exécutif du Réseau des Nations Unies sur les migrations, et en tant que co-chef de file du Groupe de travail sur les alternatives à la détention, le HCR se fait l'écho de l'appel lancé par le Réseau aux États pour qu'ils réaffirment leur engagement à adopter une approche fondée sur les droits

de l'homme en matière de détention des réfugiés et des migrants nouvellement arrivés, et à donner la priorité aux alternatives non privatives de liberté.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/7/5f1ad9c5a/hcr-souligne-necessite-urgente-etats-mettre-fin-detention-illegale-refugies.html>

ONUDC / Risques accrus de traite des personnes par la COVID-19

A l'occasion de la Journée mondiale contre la traite des personnes, les Nations Unies appellent à réaffirmer les droits et la dignité de tous les individus. Les personnes pauvres et vulnérables sont les plus exposées et la Covid-19 et ses conséquences ont amplifié les dangers du trafic. Les pertes d'emplois, la pauvreté croissante, les fermetures d'écoles et l'augmentation des interactions en ligne augmentent les vulnérabilités et ouvrent des opportunités aux groupes du crime organisé.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/07/1074161>

HCR / Risques accrus de traite des êtres humains liés à la crise sanitaire pour les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides

Le HCR met en garde contre les risques accrus de traite d'êtres humains liés à la crise de Covid-19 pour les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides. « Les mesures appliquées pour contrôler la pandémie et l'aggravation des conditions socio-économiques ont de graves implications pour les personnes déracinées. Ces personnes qui sont désormais confrontées à la perte de leurs moyens de subsistance et à une pauvreté extrême peuvent être la cible de trafiquants qui exploitent et profitent sans scrupules de leur vulnérabilité », a déclaré Gillian Triggs, Haut-Commissaire assistante du HCR chargée de la protection.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/7/5f24656d0/hcr-met-garde-contre-risques-accrus-traite-detres-humains-lies-crise-covid.html>

HCR – PAM / Les réfugiés en Afrique sont menacés par la faim et la malnutrition en raison de l'aggravation des pénuries alimentaires causées par la crise de Covid-19

Le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) signalent qu'un important sous-financement, les conflits et les catastrophes naturelles - ainsi que des problèmes de chaîne d'approvisionnement, la hausse des prix des denrées alimentaires et la perte de revenus due à la crise de Covid-19 - menacent de priver de nourriture des millions de réfugiés à travers l'Afrique.

« Des millions de réfugiés à travers l'Afrique dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires », a expliqué Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. « Environ la moitié sont des enfants, qui sont susceptibles de connaître des complications tout au long de leur vie s'ils sont privés de nourriture à ce stade essentiel de leur développement. » Si des mesures urgentes ne sont pas prises pour remédier à cette situation, les niveaux de malnutrition aiguë, de retard de croissance et d'anémie risquent d'augmenter. Dans les camps de réfugiés en Éthiopie, 62% des enfants présentent une anémie aiguë.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/7/5f06e92ea/hcr-pam-attirent-lattention-fait-refugies-afrique-menaces-faim-malnutrition.html>

Autres actualités

HCR / Nouvelle loi en Ukraine sur l'apatridie qui mettra fin au vide juridique pour des milliers de personnes

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, se félicite d'une nouvelle loi sur l'apatridie en Ukraine, qui est entrée en vigueur cette semaine. Cette loi accordera à des milliers de personnes dépourvues de nationalité la possibilité de travailler légalement, d'étudier et d'accéder aux soins de santé, entre autres droits et nouvelles opportunités, et elle leur ouvrira également la voie vers la citoyenneté, une fois qu'elles auront été reconnues en tant qu'apatrides. Cette nouvelle loi intitulée « Amendements à certains actes législatifs de l'Ukraine concernant la reconnaissance de l'apatridie » a été signée par le président de l'Ukraine cette semaine, après avoir été adoptée par le Parlement le 16 juin dernier. Elle constitue une étape importante pour mettre fin à l'apatridie dans le pays.

Elle établit formellement une procédure de détermination de l'apatridie qui devrait bénéficier à environ 35 000 personnes dans le pays - qui sont apatrides ou dont la nationalité est indéterminée.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/briefing/2020/7/5f1188b2a/hcr-felicite-dune-nouvelle-loi-ukrainienne-lapatridie-mettra-fin-vid-juridique.html>

HCR / Demande à la Pologne de garantir l'accès des demandeurs d'asile à son territoire

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, demande au gouvernement polonais de veiller à ce que les personnes qui souhaitent solliciter une protection internationale dans le pays aient accès au territoire et à la procédure d'asile, conformément aux obligations internationales auxquelles le pays a souscrit.

Le 23 juillet, dans l'affaire M.K. et autres contre Pologne, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé qu'en refusant l'accès aux procédures d'asile, la Pologne avait violé plusieurs articles de la Convention européenne des droits de l'homme. Prenant note de la décision de la Cour, le HCR réitère sa disposition à aider les autorités polonaises à respecter leurs obligations européennes et internationales.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/7/5f1a9f41a/hcr-demande-pologne-garantir-laccs-demandeurs-dasile-territoire.html>

OIM – HCR / Mort de 27 personnes lors du naufrage d'un bateau de migrants

Une trentaine de migrants se sont noyés et un seul a survécu, lors d'un naufrage au large de la Mauritanie, entre Nouadhibou, en Mauritanie, et Dakhla, au Sahara occidental, selon le HCR et l'OIM. Selon les deux agences de l'ONU basées à Genève, le bateau aurait quitté Dakhla, au Sahara occidental, il y a quelques jours et se dirigeait vers les îles Canaries, avant de connaître des problèmes de moteur. Les personnes à bord se sont retrouvées bloquées en mer et ont commencé à souffrir d'une déshydratation extrême. Les passagers étaient pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, notamment des Guinéens.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/08/1074562>

ONU DC / Sensibilisation à la traite des personnes et au trafic de migrants à la frontière entre le Niger et le Mali

Les réseaux criminels qui font le commerce de la vie des personnes par le biais de la traite des êtres humains et du trafic de migrants développent leurs activités illicites au Niger au niveau national et international, souligne l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Le Niger est un point de départ, de transit et de destination pour les victimes de ces crimes et est un pays de transit principal pour les migrants ouest-africains qui tentent d'atteindre l'Europe via l'Afrique du Nord. Pour contrer cette lacune, l'ONU DC organise des ateliers de sensibilisation aux postes frontières dans tout le pays, en collaboration avec l'Agence nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/08/1075122>

OIM – HCR / 45 migrants et réfugiés morts au large de la Libye

Les deux agences onusiennes ont appelé les Etats à agir d'urgence pour secourir les migrants et réfugiés en mer Méditerranée après un nouveau naufrage meurtrier au large des côtes libyennes. Au moins 45 migrants et réfugiés sont morts le 17 août dans un naufrage en mer Méditerranée au large de la Libye. Le moteur de leur embarcation a explosé alors qu'ils se trouvaient au large de la ville libyenne côtière de Zouara. Quelque 37 survivants, principalement originaires du Sénégal, du Mali, du Tchad et du Ghana, ont été secourus par des pêcheurs locaux, puis mis en détention après leur débarquement en Libye.

Ce nouveau naufrage en Méditerranée est le plus meurtrier enregistré au large des côtes libyennes depuis le début de l'année. A ce jour, les deux agences onusiennes indiquent qu'il n'existe toujours pas de programme de recherche et de sauvetage spécifique dirigé par l'Union européenne (UE) en Méditerranée. Elles soulignent toutefois que les navires des ONG jouent un rôle crucial pour secourir des vies humaines en mer, dans un contexte de forte réduction des efforts déployés par les États européens.

Pour plus d'informations

Communiqué ONU : <https://news.un.org/fr/story/2020/08/1075402>

Communiqué HCR : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/8/5f3e1ebca/loim-hcr-demandent-action-urgente-apres-mort-45-personnes-naufage-meurtrier.html>

HCR / Appel à un soutien renouvelé et à des solutions durables pour les communautés Rohingyas déplacées et apatrides

Trois ans après le dernier exode des réfugiés Rohingyas qui ont fui le Myanmar et cherché refuge au Bangladesh à partir d'août 2017, les défis persistent et continuent d'évoluer. Pour le HCR, la communauté internationale doit non seulement maintenir son soutien aux réfugiés et à leurs communautés hôtes, mais aussi s'adapter aux besoins critiques et élargir la recherche de solutions. Cet appel de l'agence onusienne intervient alors que les communautés Rohingyas estiment que jusqu'à trois quarts des Rohingyas vivent aujourd'hui en dehors du Myanmar.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/08/1075512>

HCR – OIM / L'interception en mer n'est pas la solution pour les traversées de la Manche

Le HCR et l'OIM sont préoccupées par la proposition d'intercepter les bateaux et de renvoyer les personnes qui tentent de traverser la Manche de façon irrégulière. Le déploiement prévu de grands navires de guerre

pour dissuader ces traversées et bloquer de petites embarcations de faible tonnage peut entraîner des incidents dommageables et potentiellement fatals.

Bien qu'un nombre croissant de personnes aient traversé la Manche en bateau cet été, ce nombre demeure faible et gérable. Les personnes contraintes de fuir leur foyer à cause des guerres et de la persécution et les personnes en mouvement s'embarquent fréquemment pour des traversées et des périple risqués dans de nombreuses régions du monde. Sauver des vies devrait être la première priorité, tant sur terre qu'en mer. Le HCR et l'OIM réitèrent leur appel aux gouvernements en Europe et ailleurs afin qu'ils augmentent les efforts de recherche et de sauvetage et luttent contre les réseaux de traite d'êtres humains.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/8/5f356bd9a/hcr-oim-linterception-mer-nest-solution-traversees-manche.html>

HCR / Nouvelle avancée pour la lutte contre l'apatridie avec l'enregistrement universel des naissances au Turkménistan

Le HCR se félicite d'une nouvelle loi adoptée au Turkménistan qui contribuera à garantir que tous les enfants nés dans le pays seront enregistrés. Cette loi sur les actes d'état-civil, entrée en vigueur en juillet, permettra de prévenir de nouveaux cas d'apatridie pour les enfants nés de personnes sans papiers ou dont la nationalité est indéterminée. Cette nouvelle loi est la toute dernière d'une série de mesures importantes prises par le Turkménistan pour prévenir et réduire l'apatridie dans le pays, avec notamment l'adoption d'un ambitieux plan d'action national pour mettre fin à l'apatridie (2019-2024) qui a été officiellement approuvé par le président du Turkménistan en janvier 2020.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/8/5f3653a9a/nouvelle-avancee-asie-centrale-lutte-contre-lapatridie-lenregistrement.html>

HCR / Les risques d'apatridie au Mali et pour les Maliens vivant à l'étranger

En novembre 2014 le UNHCR a lancé la campagne mondiale #J'appartiens (#IBelong), visant à éradiquer l'apatridie dans le monde en l'espace de 10 ans. Au sein de la CEDEAO, la Conférence Ministérielle sur l'apatridie, qui s'est tenue en Côte d'Ivoire en février 2015, a adopté la Déclaration d'Abidjan sur l'éradication de l'apatridie. Afin de mettre en œuvre ces engagements, le Mali a entrepris quelques pas significatifs. Ce rapport analyse le cadre légal malien lié aux risques d'apatridie et de la nationalité, et les défis pratiques identifiés.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.refworld.org/docid/5f3bf07c4.html>

HCR – OIM / Appel au débarquement urgent des réfugiés et des migrants secourus en mer Méditerranée centrale

Le 29 août, les deux agences onusiennes ont appelé à débarquer immédiatement plus de 400 réfugiés et migrants secourus en mer et qui se trouvent actuellement à bord de trois bateaux en méditerranée centrale : un navire commercial « Maersk Etienne » (27 migrants), le bateau ONG de recherche et sauvetage « Louise Michel » (200 migrant), et le bateau ONG de recherche et sauvetage « Sea Watch » (200 migrants).

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/8/5f4a10e4a/hcr-loim-appellent-debarquement-refugies-migrants-secours-mer-mediterranee.html>

HCR – OIM / Réponses coordonnées urgente face aux conditions alarmantes des migrants et des réfugiés détenues à Melilla

Les deux agences onusiennes appellent les autorités espagnoles à adopter des mesures urgentes et coordonnées pour répondre à la situation préoccupante des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants présents dans la ville autonome de Melilla dans le centre d'accueil temporaire pour migrants et dans les arènes de la ville. Près de 1 400 personnes sont hébergés dans le centre d'accueil, soit deux fois sa capacité d'accueil, incluant 150 mineurs, ainsi que des femmes et des personnes extrêmement vulnérables notamment au COVID-19.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.iom.int/news/urgent-coordinated-response-needed-alarming-conditions-migrants-and-refugees-detained-melilla>

Organisations de la société civile

Collectif contre la traite / Evaluation de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France

Cet article du Collectif contre la traite des êtres humains analyse le rapport d'évaluation de l'application de CIDE en France au regard des enjeux des traite. Le Comité des droits de l'enfant est l'organe mis en place par les Nations unies pour suivre les progrès réalisés par les États dans l'accomplissement de leurs obligations en matière de droits des enfants.

Pour plus d'informations

Article : http://www.contrelatraite.org/droits_enfants

Mixed Migration Center / L'impact du COVID-19 sur les réfugiés et les migrants

La crise sanitaire et les mesures de restriction ont profondément impacté la mobilité à travers le monde et la vie des réfugiés et des migrants. Cette analyse du MMC met en lumière la précarité croissante des migrants dans leur quotidien et leur parcours migratoire.

Pour plus d'informations

Article : <http://www.mixedmigration.org/articles/the-impact-of-covid-19-on-refugees-and-migrants-data-and-observations-from-mmcs-4mi-program/>

MSF / Mise en danger des réfugiés expulsés des centres d'accueil en Grèce

Le gouvernement grec a décidé de mettre fin aux conditions matérielles d'accueil de plus de 11 000 bénéficiaires d'une protection internationale des centres d'accueil. MSF alerte sur la situation de vulnérabilité des réfugiés et de leur besoins médicaux et psycho-sociaux.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.msf.org/greece-evicts-vulnerable-refugees-leaves-them-streets>

ECRE – AIDA / Mise à jour des rapports nationaux

La base de données AIDA (Asylum Information Database) coordonnée par le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (ECRE) fournit des informations détaillées et mises à jour sur les procédures d'asile, les conditions d'accueil, la rétention et le contenu de la protection internationale dans 23 pays européens. ECRE a finalisé la mise à jour des rapports nationaux couvrant les développements de l'année 2019 en lien étroit avec les partenaires nationaux.

ECRE souligne que les données collectées confirment une détérioration des violations des droits humains des personnes en besoin de protection à la fois aux frontières extérieures et intérieures de l'Europe. Elle indique une restriction accrue des droits dans les systèmes légaux nationaux et les pratiques et questionnant le respect du droit européen.

Pour plus d'informations

Article et rapports mis à jour : <http://www.asylumineurope.org/news/26-08-2020/asylum-europe-2019-human-rights-under-pressure>

ECRE – AIDA / Mise en œuvre du règlement Dublin III en 2019 et pendant la crise sanitaire

Grâce à la base de données AIDA, ECRE a rédigé un rapport sur la mise en œuvre du règlement Dublin III en 2019 et le début de l'année 2020. Les données collectées démontrent que les règles européennes de détermination de la responsabilité ne fonctionnent pas dans la pratique résultant en des procédures longues, inutiles et coûteuses à la fois pour les demandeurs d'asile et les autorités en charge de l'asile.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.asylumineurope.org/implementation-dublin-iii-regulation-2019-and-during-covid-19>

Focus nationaux

Grèce / Cas de refoulements de bateaux de migrants vers la Turquie

Des soldats de l'armée allemande ont assuré que des embarcations se dirigeant vers la Grèce avaient été repoussées vers les eaux territoriales turques. Ils ont ainsi confirmé les accusations portées par différentes associations et ONG qui viennent en aide aux migrants.

Pour plus d'informations

Article : <https://www.infomigrants.net/fr/post/26605/grece-des-soldats-allemands-ont-observe-des-bateaux-de-migrants-se-faire-repousser-vers-la-turquie>

Bosnie-Herzégovine / Le canton de Bihać interdit d'accès aux migrants

Le canton d'Una Sana (nord-ouest de la Bosnie) a décidé d'interdire l'accès de son territoire et tout déplacement aux migrants et aux réfugiés. La police a reçu la consigne d'arrêter les autobus qui les transporteraient. Plusieurs milliers de réfugiés se trouvent dans le canton, principalement à Bihać et à Velika Kladuša, espérant passer en Croatie voisine.

Pour plus d'informations

Article : <https://www.courrierdesbalkans.fr/les-dernieres-infos-refugies-balkans>

France – Italie / Le Ministre de l'intérieur français annonce la création par la France et l'Italie d'une brigade contre les passeurs à la frontière

Paris et Rome souhaitent également que l'accord de Malte sur la répartition des migrants soit élargi « à l'ensemble des pays de l'Union européenne ».

Pour plus d'informations

Article : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/08/01/immigration-darmanin-annonce-la-creation-par-la-france-et-l-italie-d-une-brigade-mixte-contre-les-passeurs-a-la-frontiere_6047866_3210.html